

Montreuil, le 16 octobre 2025

Monsieur Sébastien LECORNU
Premier ministre
Hôtel Matignon
57 rue de Varenne
75007 PARIS

Monsieur le Premier Ministre, OUI Le logement social est la seule solution pour notre pays !

Monsieur le Premier Ministre,

Nous avons bien conscience de la fragilité de la situation institutionnelle, politique et sociale et nous avons noté que votre déclaration de politique générale se voulait placée sous le signe d'un compromis avec le souci d'ouvrir un « cycle d'apaisement ». Reste que nous notons également que sous les discours d'équilibre, le cap reste inchangé : austérité budgétaire, désengagement de l'État social et privatisation rampante des politiques publiques.

Comme le veut la tradition, la Confédération Nationale du Logement tient à saluer votre prise de fonction comme Premier Ministre de la France.

Mais il serait hypocrite de taire nos inquiétudes et le fait que vous ayez nommé Vincent Jeanbrun au logement, loin de nous rassurer, envoie un signal politique clair au monde HLM : la continuité du démantèlement du secteur du logement social qui n'a cessé de précariser et appauvrir les locataires.

Depuis 2017, ce sont huit années de casse qui s'opère crescendo et méthodiquement : baisse des APL, ponction des bailleurs sociaux à travers la Réduction de loyer de solidarité (RLS) avec plus de 13 milliards d'euros confisqués, fusions-absorptions à marche forcée, ventes massives du patrimoine, abandon du financement d'État. Ces choix politiques ont asphyxié les organismes d'HLM, ralenti la construction et la réhabilitation, et ne cessent d'aggraver la crise du logement en France.

Le projet de budget 2026 ne rompt en rien avec cette logique.

Sous couvert de « maîtrise » des dépenses, il maintient la réduction de la dette publique comme boussole et les coupes sociales comme trajectoire. La suspension de la réforme des retraites sera compensée par des économies massives qui touchent les plus fragiles : gel des pensions, sous-indexation des prestations, réduction de sept milliards d'euros dans la santé. Pour le logement, les crédits stagnent, les aides (dont les APL) reculent, et les bailleurs sociaux sont à nouveau mis à contribution.

Or, investir dans le logement social, ce n'est pas dépenser, **c'est construire l'avenir**. Chaque euro engagé sort des familles de la précarité, soutient l'économie locale et nationale, accélère la transition écologique et renforce la cohésion sociale. Le logement social n'est pas une charge inconsidérée pour l'Etat : c'est un bien commun et un pilier de la République.

Confédération Nationale du Logement

Association nationale agréée de consommateurs
8, rue Mériel - BP 119 - 93104 MONTREUIL CEDEX

01 48 57 04 64 - cnl@lacnl.com

 linktr.ee/LaCNL

La désignation de monsieur Jeanbrun semble confirmer que, satisfait de reconduire ses orientations attentatoires à un secteur du logement social et public, votre gouvernement entend les accentuer !

Ce ministre du logement et de la ville est à l'origine d'un rapport proposant la vente massive de logements sociaux et l'instauration d'un bail à durée déterminée dans le parc social (dans la droite ligne des orientations de Mme Boutin et M. Kasbarian). Il s'est prononcé publiquement pour exclure les "familles de délinquants" du parc social au mépris des préconisations de la LDH. Son parcours de maire est marqué par des politiques sécuritaires et la criminalisation de la pauvreté : il n'a pas hésité à proposer de réduire le plafond à 30 % de logements sociaux dans les communes dépassant ce pourcentage.

Nous croyons peu à l'erreur de casting : la feuille de route de votre gouvernement inclut-elle d'en finir avec la vocation généraliste du logement social ? avec le logement à vie et la mixité sociale garantie par la loi SRU ?

Pour la CNL, cette idéologie tourne le dos à des décennies de progrès social. Elle nie le rôle essentiel du logement dans la construction du lien civique. Elle ghettoïse, fracture, relègue. Elle traite la pauvreté comme un délit au lieu d'en attaquer les causes. En cela, elle rompt avec la promesse républicaine d'égalité et de fraternité et prépare un terrain fertile pour l'extrême droite.

Nous refusons de voir la France suivre la trajectoire de la politique de Margaret Thatcher en 1988 : nous n'avons pas besoin d'un nouveau *Housing Act*, ni d'un *Kasba Thatcher* au ministère du Logement.

La réalité est connue : 2,87 millions de ménages sont en attente d'un logement social, pour à peine 384 000 attributions par an. Des millions de personnes vivent en sur-occupation, en insalubrité, sont menacées d'expulsion. Les bailleurs sociaux, étranglés, ne peuvent plus construire ni rénover. Et c'est précisément maintenant que le gouvernement entend vendre des logements publics, réduire les moyens des organismes et livrer au marché un droit fondamental ?

Monsieur le Premier Ministre, poursuivre dans cette politique voire l'accentuer, serait un contresens historique. Elle va conduire à sacrifier la solidarité sur l'autel du court-termisme et abandonner les plus modestes aux aléas du marché immobilier. Favoriser les investisseurs privés ne sauvera ni l'économie ni la planète : cela accroîtra la fracture sociale et territoriale.

La CNL, elle, porte un autre horizon : celui d'une République sociale et écologique qui fasse du logement un droit effectif. Nous plaidons pour une Sécurité sociale du logement dotée d'une caisse nationale de protection locataire qui garantirait la protection des habitant.es et des petits propriétaires face aux impayés, sécuriserait les bailleurs sociaux, et permettrait de prévenir les expulsions plutôt que de les engager et les subir. C'est le socle d'une nouvelle solidarité nationale autour du logement, à l'image de ce qu'a représenté la Sécurité sociale pour la santé.

Pour nous il n'est plus temps de tergiverser. Nous appelons de nos vœux une politique qui rompt avec la logique de démantèlement des services publics. Pour répondre à la crise du logement, les solutions sont déjà sur la table.

La CNL requiert des mesures d'urgence et immédiates :

- Suppression immédiate de la Réduction de Loyer de Solidarité (RLS) ;
- Gel des loyers et généralisation de l'encadrement des loyers sur tout le territoire ;
- Généralisation du permis de louer ;
- Audit des niches fiscales en vue de leur réaffectation ou de leur suppression ;
- Lancement d'un programme de production de 250 000 logements sociaux par an ;
- Pénalisation des maires qui refusent délibérément d'appliquer la loi SRU ;

- Revalorisation immédiate de 25 % des APL et doublement du forfait charges ;
- Adoption d'une loi instaurant une véritable Sécurité sociale du logement.

C'est pourquoi Monsieur le Premier Ministre, si votre volonté est comme vous l'affirmez de vouloir servir l'intérêt général, alors nous vous demandons d'en donner rapidement la preuve.

Le logement social est la solution. Il incarne la promesse républicaine d'égalité et de dignité pour toutes et tous.

À vous de décider si vous serez le ministre de sa relance ou celui de son abandon.

Respectueusement,

Eddie JACQUEMART
Président national

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Eddie JACQUEMART". The signature is fluid and cursive, with the name "Eddie" and "JACQUEMART" being the most distinct parts.